



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/709
S/18401

14 octobre 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante et unième session

Points 21, 47, 54, 55, 60, 62, 68, 126

et 141 de l'ordre du jour

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS

EXPERIMENTALES NUCLEAIRES

PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS L'ESPACE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88 DE L'ASSEMBLEE

GENERALE RELATIVE A LA CESSATION IMMEDIATE ET

A L'INTERDICTION DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET

DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE

RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE

L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA

FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE PAIX ET

DE SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE

Quarante et unième année

Lettre datée du 14 octobre 1986, adressée au Secrétaire général
par le Chef adjoint de la délégation de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques à la quarante et unième session

Dans ce contexte, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la conférence de presse donnée par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. M. Gorbatchev, le 12 octobre, à Reykjavik.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 21, 47, 54, 55, 60, 62, 68, 126 et 141 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le Chef adjoint de la délégation de l'URSS
à la quarante et unième session de
l'Assemblée générale des Nations Unies,

(Signé) V. PETROVSKY

ANNEXE

Texte de la conférence de presse donnée par le Secrétaire
général du Comité central du Parti communiste de l'URSS,
le 12 octobre 1986, à Reykjavik (Islande)

Le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a donné une conférence de presse le 12 octobre, à Reykjavik, à l'intention des journalistes qui devaient rendre compte de la rencontre soviéto-américaine.

S'adressant aux représentants des médias, M. Mikhaïl Gorbatchev a déclaré :

Mesdames, Messieurs, chers camarades,

Je vous souhaite la bienvenue à tous.

Notre rencontre avec le Président des Etats-Unis, M. Reagan, s'est achevée il y a environ une heure. Elle a duré un peu plus longtemps que prévu mais les circonstances l'exigeaient. Aussi, je tiens à vous présenter mes excuses pour n'être pas venu à la conférence de presse à l'heure convenue.

Comme vous le savez, l'initiative de la rencontre revient aux dirigeants soviétiques. Mais elle n'aurait naturellement pas eu lieu si M. Reagan n'avait pas donné son assentiment. On peut donc dire qu'elle a été le fruit d'une décision commune.

Cette rencontre a pris fin. On dit parfois que les entretiens face à face ne permettent pas de voir le vrai visage de l'interlocuteur. Celui auquel je viens de participer a donné lieu à des débats animés surtout vers la fin. Ils sont encore très présents dans mon esprit. Mais je voudrais dès maintenant essayer non seulement de vous livrer mes impressions, mais encore de faire le point sur ce qui s'est passé. En tout état de cause, il ne peut s'agir que d'une impression immédiate, d'une évaluation préliminaire, d'une première analyse. La rencontre dans son ensemble devra être soumise à une évaluation plus approfondie.

Elle revêt une importance capitale. Vous pourrez en juger vous-mêmes lorsque j'évoquerai son contenu, les divers problèmes qui ont fait l'objet d'une discussion très vaste, intense et sérieuse.

Les entretiens se sont déroulés dans un climat amical. Nous avons pu exposer nos points de vue respectifs en toute liberté et sans restriction aucune. Ceci nous a permis de mieux saisir de nombreux grands problèmes de la politique internationale et des relations bilatérales, au premier chef les questions qui figurent au centre de l'attention de l'opinion publique mondiale - la guerre et la paix, l'arrêt de la course aux armements nucléaires - bref tous les problèmes qui peuvent se poser dans ce contexte.

Avant de passer directement à ce qui a caractérisé la réunion proprement dite, le contenu des entretiens, des propositions des parties et des résultats, je voudrais exposer les raisons qui nous ont amnés à suggérer une rencontre à Reykjavik. Je lis régulièrement les journaux publiés dans le monde et j'ai pu constater ces jours-ci que notre initiative a eu un vaste retentissement.

Dans cet ordre d'idées, bien des choses ont été dites à propos du Parti communiste de l'URSS et du Président des Etats-Unis. N'avaient-ils pas agi précipitamment? Cette rencontre était-elle nécessaire, qui avait fait des concessions à qui, qui avait battu l'autre au jeu ... et ainsi de suite. En fait, les motifs qui nous ont conduits à proposer au Président des Etats-Unis une réunion au sommet dans les plus brefs délais et la décision d'accepter notre invitation prennent une signification particulière.

Je voudrais à présent revenir au sommet de Genève, lorsque nous nous sommes rencontrés pour la première fois. Il avait permis un dialogue déterminant et aujourd'hui, après un laps de temps assez long, nous n'avons pas changé d'avis à cet égard. A cette époque, vous vous en souvenez certainement, nous avons noté la responsabilité particulière qui incombait à l'URSS et aux Etats-Unis d'Amérique à l'égard du maintien de la paix et déclaré conjointement qu'une guerre nucléaire ne devrait jamais être déclenchée car dans une telle guerre il ne saurait y avoir de vainqueurs. Cette déclaration était de la plus haute importance. Nous avons également dit qu'aucune partie ne rechercherait la supériorité militaire.

Ce point était lui aussi très important.

Près d'une année s'est écoulée depuis Genève. Les dirigeants soviétiques sont restés fidèles aux engagements qu'ils avaient pris lors de cette rencontre. A notre retour de Genève, nous avons prolongé notre moratoire ; il est demeuré en vigueur jusqu'au 1er janvier dernier. Voici 14 mois que nos sites expérimentaux demeurent inactifs ; n'est-ce pas là la preuve que nous entendons respecter les accords de Genève et assumer notre responsabilité quant au maintien de la paix? Ces décisions n'ont pas été faciles à prendre car les explosions se poursuivaient à l'époque au Nevada et se poursuivent aujourd'hui encore. Le 15 janvier, nous avons fait une déclaration fondamentale, dans laquelle nous définissions un programme en vue d'éliminer les armes nucléaires d'ici la fin du siècle.

En juin dernier, les Etats parties au Traité de Varsovie ont présenté un programme global très important prévoyant des réductions considérables dans les arsenaux et les forces armées classiques en Europe. C'était là aussi un grand pas en avant eu égard aux préoccupations exprimées par les pays d'Europe occidentale et les Etats-Unis.

A la lumière des événements de la tragédie de Tchernobyl, nous avons proposé la convocation immédiate d'une session extraordinaire de l'AIEA à Vienne. Elle a effectivement eu lieu et comme vous le savez ses résultats ont été prometteurs ; on dispose désormais d'un mécanisme international qui permet de résoudre toute une série de questions extrêmement importantes touchant la sécurité des centrales nucléaires.

En d'autres termes, au cours de la période considérée - je ne pense pas exagérer en évaluant ainsi notre politique car il s'agit de faits concrets et non de simples déclarations d'intention - nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour contribuer à la naissance d'une nouvelle mentalité cadrant avec l'ère nucléaire. Nous sommes heureux de constater que les germes de cette nouvelle mentalité ont trouvé un terrain favorable, et notamment en Europe. Le succès de la Conférence de Stockholm en est la preuve.

A ce stade, je vais peut-être conclure l'énumération des mesures concrètes que nous avons prises conformément à la lettre et à l'esprit des accords de Genève conclus avec le président Reagan. Les faits eux-mêmes - j'en suis persuadé - vous permettront de juger de la sincérité de notre attitude à l'égard de ces accords.

Dans ces conditions, pourquoi le besoin de la réunion de Reykjavik s'est-il fait sentir, par quoi notre initiative a-t-elle été motivée?

C'est que les espoirs que nous nourrissions tous à propos de transformations radicales de la situation mondiale ont commencé à s'estomper peu de temps après la rencontre de Genève et, à mon sens, non sans raison.

On a beaucoup parlé - peut-être parlé de choses et d'autres - lors des négociations soviéto-américaines : comme je le signalais au Président hier, on a mis sur le tapis entre 50 et 100 variantes de diverses propositions. Ce simple fait jette un doute sur l'utilité des discussions en cours.

S'il n'existait qu'une ou deux, ou même trois variantes permettant de limiter dans une certaine mesure le champ des entretiens et d'orienter les recherches sur quelques grandes voies, on pourrait espérer voir ces recherches déboucher sur des accords concrets et des propositions pouvant être présentées aux gouvernements... On ne constate cependant rien de tel à Genève, bien que les entretiens qui s'y déroulent portent sur des problèmes clefs de la politique internationale. Depuis quelque temps, les négociations, disons le franchement, tournent à vide et se trouvent pratiquement dans une impasse. La course aux armements se poursuit et il apparaît de plus en plus clairement que l'on se rapproche d'un point à partir duquel une nouvelle accélération de cette course devient inévitable, avec les conséquences politiques et militaires imprévisibles qu'elle entraîne.

Les initiatives très importantes que nous avons prises, et dont j'ai déjà parlé, ont eu un large retentissement dans le public mais elles n'ont pas été comprises comme elles auraient dû l'être par le Gouvernement des Etats-Unis.

La situation s'est détériorée, et l'inquiétude s'est de nouveau accrue dans le monde. Je ne pense pas exagérer en affirmant - et vous en êtes vous-mêmes témoins - que le monde est en effervescence. Le monde est en effervescence : il exige des dirigeants de tous les pays, en premier lieu de toutes les grandes puissances, et au premier chef de l'Union soviétique et des Etats-Unis, qu'ils fassent preuve d'une volonté politique et d'une détermination qui permettront d'arrêter les tendances dangereuses.

Aussi fallait-il faire quelque chose pour inverser le cours des événements. Nous sommes donc parvenus à la conclusion qu'un nouvel élan, un élan puissant, devait être donné pour pouvoir repartir dans la bonne direction. Or, seuls les dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis pouvaient imprimer un tel élan. C'est bien pourquoi, en répondant à la lettre que m'avait adressée le président Reagan le 25 juillet, j'ai décidé de l'inviter à nous réunir au plus tôt. Je lui ai écrit : "La situation est telle que nous devons remettre toutes affaires à un jour ou deux, tenir immédiatement une réunion."

Cette lettre a été remise au Président par M. Shevardnadze. Cette rencontre extrêmement importante a eu lieu. Nous pensions que beaucoup en dépendait et nous n'y sommes naturellement pas présentés les mains vides.

Avec quoi sommes-nous venus à Reykjavik? Avec tout un ensemble de propositions importantes qui, si elles avaient été acceptées, auraient pu vraiment et en un bref laps de temps permettre un progrès décisif dans toutes les directions de la lutte menée pour la limitation des armes nucléaires et écarter concrètement la menace d'une guerre nucléaire; elles auraient permis d'amorcer l'évolution vers un monde dénucléarisé.

J'ai proposé au Président de charger expressément, ici même à Reykjavik, nos ministres des affaires étrangères et les départements compétents d'élaborer trois projets d'accord que nous aurions pu signer par la suite lors de ma visite aux Etats-Unis d'Amérique.

Le premier de ces accords, sur les armes stratégiques, devait prévoir une réduction d'au moins 50 p. 100, de façon à éliminer complètement ces armes, les plus meurtrières, d'ici la fin du siècle. Nous partions du principe que le monde attendait des mesures vraiment déterminantes, de très fortes réductions et non pas on ne sait quelles mesures de replâtrage destinées uniquement à tranquilliser l'opinion publique pour un certain temps. Le temps est venu de prendre des mesures vraiment audacieuses et décisives dans l'intérêt du monde entier, et notamment des peuples soviétique et américain.

Certes les délégations soviétique et américaine, qui auraient été chargées de mettre au point le projet d'accord sur les armes stratégiques étaient censées assurer un équilibre satisfaisant et équitable touchant la réduction de ces armes eu égard à leurs structures historiques respectives. Il s'agit de la même triade qui avait déjà été reconnue lors de l'élaboration de l'accord SALT-II. Mais lorsque nous avons commencé à examiner cette question avec le Président, pour toute réponse on nous a resservi tout ce sur quoi portent déjà les négociations de Genève, tous les niveaux et les sous-niveaux, soit, en un mot, beaucoup de chiffres, le tout pour bien embrouiller la question. Nous avons donc donné les précisions suivantes : réduction de moitié de chaque élément des armements stratégiques offensifs; des missiles stratégiques basés à terre, des missiles stratégiques lancés à partir de sous-marins et des bombardiers stratégiques.

La délégation des Etats-Unis a accepté ces propositions, ce qui nous a permis de parvenir à une entente sur une question de la plus haute importance.

Vous vous souvenez aussi sans doute que lorsque nous avons proposé à Genève une réduction de 50 p. 100 nous incluions les missiles de moyenne portée dans les armes stratégiques du fait que notre territoire n'est pas à l'abri de ces missiles. Nous avons aujourd'hui renoncé à cette demande et nous avons abandonné la question des systèmes avancés.

Ainsi, grâce à ces importantes concessions nous sommes parvenus, à Reykjavik, à un accord sur une réduction des armements stratégiques.

Notre deuxième proposition portait sur les missiles à moyenne portée. Nous avons proposé de faire établir un accord également sur ce type d'arme, afin de renoncer à toutes les options qui avaient été examinées jusque là (provisoires, intérimaires ou autres) et revenir à la proposition faite antérieurement par les Etats-Unis, c'est-à-dire l'élimination totale des missiles à moyenne portée américains et soviétiques stationnés en Europe. En outre, à la différence de ce que nous proposons à Genève, nous acceptons de ne plus comptabiliser la capacité nucléaire de la France et du Royaume-Uni, alors que c'était, comme vous pouvez le voir, une très importante concession de notre part. Ces deux pays en effet sont des alliés des Etats-Unis et possèdent une capacité nucléaire, qu'ils continuent de renforcer et de moderniser. En outre toutes leurs activités militaires sont étroitement coordonnées au sein de l'OTAN. Nous le savons parfaitement mais avons néanmoins éliminé cet obstacle à un accord.

J'attire encore votre attention sur le fait que nous avons consenti par là de grandes concessions.

Il y avait également les préoccupations concernant l'Asie. Là encore nous avons offert un compromis ; entamons immédiatement des négociations, formulons clairement les revendications et trouvons une solution. Nous savions qu'il fallait inévitablement aborder la question des missiles d'une portée inférieure à 1 000 km. Nous avons donc aussi formulé à cet égard une proposition : gel de ces missiles et négociations sur ce qu'on en ferait. Telles sont les mesures décisives auxquelles nous consentions. J'ai l'impression que les Américains ne s'attendaient pas à une telle attitude de notre part mais ils ont poursuivi le dialogue et ont déclaré sans ambages que cela ne les arrangeait nullement de retirer leurs missiles d'Europe. Ils se sont mis à nouveau à nous offrir une option intermédiaire. Quant à nous, nous avons insisté sur un retrait total d'Europe des missiles à moyenne portée tant soviétiques qu'américains.

Au cours de la discussion sur cette question, nous avons appelé l'attention du Président des Etats-Unis sur le fait qu'il était apparemment en train de renoncer à sa formule favorite, à savoir "l'option zéro" qu'il proposait avec insistance il y a quelque temps et sur laquelle nous-mêmes étions maintenant d'accord.

La discussion, une discussion très âpre, s'est poursuivie jusqu'à ce jour. Nous avons décidé alors de prendre une nouvelle initiative constructive en vue de rapprocher les positions : nous avons déclaré que si les missiles américains et soviétiques en Europe étaient éliminés, nous serions d'accord pour laisser 100 ogives sur nos missiles à moyenne portée, étant entendu que les Américains en laisseraient le même nombre sur les leurs sur le territoire des Etats-Unis.

Finalement, nous sommes également parvenus à un accord sur ce type d'armes nucléaires mais, là encore, comme je l'ai déjà dit, nos importantes concessions y ont été pour beaucoup.

Mais il faut bien commencer à agir d'une manière ou d'une autre. C'est ce que j'ai signalé à plus d'une reprise. Il faut des solutions audacieuses et novatrices. Si nous passons notre temps à nous tourner vers le passé pour en tirer des enseignements et à utiliser ce qui appartient à une époque très différente, sans nous préoccuper de savoir où nous en sommes aujourd'hui, où nous en serons demain et sans penser que ce demain "ne viendra peut-être pas si nous agissons de la sorte, alors il n'y aura aucun dialogue. Il faut un point de départ et c'est pourquoi nous avons fait cette concession bien que, je le répète, cela n'ait pas été facile pour nous. Ainsi, nous nous sommes mis d'accord, lors de cette rencontre avec le Président des Etats-Unis, sur la question de l'élimination et de la réduction des missiles.

Etant donné que nous étions prêts à opérer de très fortes réductions d'armes nucléaires, nous avons posé la question ainsi ; puisque nous abordons la phase concrète de l'élimination des armes nucléaires, il faut que les choses soient absolument claires en matière de vérification. La vérification doit devenir désormais beaucoup plus rigoureuse. L'Union soviétique préconise une triple vérification, qui offre à chaque partie l'assurance qu'on ne lui tend pas un piège. Nous avons réaffirmé que nous étions disposés à accepter la vérification sous quelque forme que ce soit. Là encore, compte tenu de notre position, la question a été retirée.

L'autre question qui se pose en ce qui concerne la manière de concevoir l'élimination concrète des armes nucléaires est la suivante ; chaque partie doit avoir la garantie que, pendant ce temps, l'autre partie ne cherchera pas la suprématie militaire. A mon avis, c'est là une condition on ne peut plus valable et légitime d'aborder le problème tant d'un point de vue politique que militaire.

Du point de vue politique, si nous commençons à opérer des réductions, nous devons veiller à ce que toutes les restrictions qui existent aujourd'hui touchant la création de nouveaux types d'armes seront non seulement préservées mais renforcées.

Du point de vue militaire, il faut effectivement veiller à ne pas nous retrouver devant une situation de ce genre ; les deux parties réduiraient leur potentiel nucléaire et, pendant ce temps, alors que le processus de réduction serait en cours, l'une des parties se préparerait en secret à reprendre l'initiative et à s'assurer la supériorité militaire. Pareille chose est inadmissible. Elle est impensable pour l'Union soviétique et nous sommes fondés à exiger des Etats-Unis un comportement identique. A cet égard aussi, nous avons posé la question comme suit ; quand nous aborderons l'étape de la réduction réelle, substantielle, puis celle de l'élimination après une période de 10 ans de la capacité nucléaire de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique, il faudra veiller pendant cette période, non seulement à ne pas ébranler les mécanismes qui freinent la course aux armements, notamment le Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM), mais les renforcer.

En résumé, notre position était la suivante : les parties renforcent le Traité ABM d'une durée illimitée, en prenant l'une et l'autre l'engagement que, pendant les dix prochaines années, elles n'useront pas du droit de se retirer du Traité.

Cette proposition est-elle valable et logique? Incontestablement.

Est-elle sérieuse? Certes.

Répond-elle aux intérêts des deux pays? Oui, elle répond aux intérêts des deux pays.

Parallèlement, nous avons suggéré que pendant ces dix prochaines années, toutes les conditions du Traité ABM soient strictement observées, que la mise au point et l'essai d'armes spatiales soient interdits et que seuls les recherches et les essais en laboratoire soient autorisés.

Qu'entendions-nous par cela?

Nous savons combien le Président et le Gouvernement des Etats-Unis tiennent à l'IDS. Apparemment notre accord pour que les essais en laboratoire se poursuivent donne au Président la possibilité de mener à bonne fin ces recherches et d'expliquer en fin de compte ce qu'est au juste l'IDS encore que, pour beaucoup de gens, et pour nous en particulier, cela soit déjà très clair.

Et c'est alors qu'une vraie bataille s'est engagée entre deux approches de la politique mondiale, notamment sur des questions telles que la cessation de la course aux armements et l'interdiction des armes nucléaires.

Le Gouvernement et le Président des Etats-Unis ont insisté jusqu'au bout sur le fait que les Etats-Unis avaient le droit de procéder à des essais et à des recherches sur tout ce qui avait trait à l'IDS et ce, non seulement en laboratoire, mais ailleurs et notamment dans l'espace.

Mais qui peut accepter cela?

Il est apparu alors que nous étions sur le point d'adopter d'importantes décisions historiques, car jusqu'à présent, dans les traités antérieurs - PBM, SALT-I et SALT-II - il s'agissait seulement de limiter les armements; or, il était question à présent de les réduire considérablement. Mais étant donné que, comme nous avons pu nous en convaincre une fois de plus, le Gouvernement américain, fort de l'avantage technologique qu'il croit détenir, cherche, par le biais de l'IDS, à se frayer un chemin vers la suprématie militaire, il n'a pas hésité à enterrer ces accords pratiquement conclus sur lesquels l'entente s'était déjà faite. Il ne restait plus qu'à élaborer les traités et à en établir les modalités d'application pratique. Et tout cela aurait pu être signé lors de ma visite à Washington. La partie américaine a fait avorter cette décision.

J'ai dit au Président que nous laissions échapper une occasion historique. Nos positions n'avaient jamais été aussi proches.

En prenant congé de moi, le Président m'a dit qu'il était déçu et que j'étais soi-disant venu sans la moindre intention de parvenir ni à des accords ni à une entente. Pourquoi donc, m'a-t-il dit, êtes-vous si intransigeant au sujet de l'IDS, de la question des essais nucléaires et de toute cette série de problèmes, à cause d'un seul mot? Mais je pense, quant à moi, que ce n'est pas là affaire de mots, mais de substance. Voilà précisément l'élément clef qui permet de comprendre quelles sont les véritables intentions du Gouvernement des Etats-Unis. A mon avis, ce que ce gouvernement a en tête c'est, je le vois maintenant, ce que le complexe militaire industriel américain a en tête. Le Gouvernement est prisonnier de ce complexe et le Président n'est pas libre de prendre une telle décision. Nous avons fait des pauses, nous avons eu des discussions, mais je le vois, le Président n'a pas été appuyé. Telle est la raison pour laquelle notre rencontre a échoué alors même que nous étions sur le point d'obtenir des résultats historiques.

Voilà la situation dramatique qui s'est créée lors de cette rencontre quand, malgré les concessions très importantes que nous avons faites, nous n'avons pu parvenir à un accord.

Bien que dans le passé notre dialogue avec les Etats-Unis ait été difficile, celui-ci a néanmoins continué après Genève et j'ai exposé au Président mon point de vue sur la manière dont je concevais notre rencontre, lors de ma visite aux Etats-Unis. Mes vues à ce sujet vous sont connues.

Ce n'est pas une condition. C'est, je pense, la conscience de notre responsabilité - la mienne et celle du Président - qui m'inspire ces vues au sujet de notre future rencontre à Washington. Cette rencontre doit être productive. Elle doit aboutir réellement à des résultats tangibles, à des changements radicaux et à des mesures, en particulier sur des questions aussi urgentes que le contrôle des armements nucléaires, la prévention de la course aux armements et l'élimination des armes nucléaires.

Je l'ai dit au Président dans mes lettres et je le lui ai répété lors de notre rencontre : Monsieur le Président, ni vous ni moi ne devons permettre que notre rencontre à Washington échoue. Voilà pourquoi je vous ai demandé que nous nous rencontrions sans tarder. Nous avons des contributions constructives à offrir pour parvenir à un accord et nous rencontrer à Washington munis de propositions et de décisions sérieuses. Je ne peux pas imaginer un seul instant que nous nous rencontrions à Washington et que cette rencontre échoue. Que penseraient alors les gens d'une manière générale, en Union soviétique, aux Etats-Unis et dans le monde entier? Qui sont donc ces politiciens qui gouvernent ces immenses Etats? Ils se réunissent, ils échangent des lettres, ils en sont à leur troisième rencontre, sans être à même de s'entendre sur quoi que ce soit. Ce serait, je pense, un résultat simplement scandaleux qui aurait des conséquences imprévisibles. C'est une chose que nous ne pouvons simplement pas envisager. Cette situation causerait une déception dans le monde entier et non pas seulement dans nos pays.

Voilà, en bref, une esquisse de notre rencontre à Washington, de la façon dont elle se déroulerait et avec les résultats qu'elle devrait avoir. Voilà ce qui nous a amenés à proposer une réunion de travail ici, à Reykjavik, afin de sérier avec soin les questions, de nous écouter mutuellement avec attention, d'essayer de trouver des points communs, des approches communes qui répondent aux intérêts de nos deux pays, à ceux de nos alliés et à ceux des peuples de tous les pays.

Malheureusement, les Américains se sont présentés à cette rencontre les mains vides, avec des hardes de propositions aux relents de naphtaline qui étouffent déjà les pourparlers de Genève. Quant à nous, comme vous le voyez, nous avons fait des propositions afin de sortir de cette situation, d'ouvrir la voie vers une nouvelle étape et de régler réellement les questions en suspens.

Voilà, je vous ai dit ce qui s'est passé. Que faut-il faire?

Les Etats-Unis demeurent une réalité, l'Union soviétique est elle aussi une réalité. Un personnage d'un roman d'un de nos écrivains russes voulait fermer l'Amérique, mais il n'y a pas réussi. Nous n'avons pas ce complexe. L'Amérique est une réalité, et quelle réalité! L'Union soviétique est elle aussi, je pense, une réalité non négligeable. A l'heure actuelle, il est impossible d'acquérir une autorité quelconque et, ce qui est plus important, de régler les problèmes en suspens si l'on ne tient pas compte des réalités du monde contemporain.

Lors de cette rencontre nous avons eu vraiment le sentiment que ce qui faisait défaut c'était une mentalité nouvelle. De nouveau est apparu le spectre de la recherche de la supériorité militaire. Cet été, j'ai rencontré M. Nixon et il m'a dit alors : "Avec ma grande expérience de la vie politique et de la vie tout court, je suis fondé à dire que ce mirage de la supériorité nous a entraînés trop loin. Et maintenant nous ne savons pas comment nous en sortir avec ces montagnes d'armes nucléaires que nous avons accumulées. Tout cela complique et détériore la situation mondiale".

Je pense, néanmoins, que ce qui a été obtenu ici est d'une très grande importance car, après tout, les accords étaient presque prêts; il ne manquait plus qu'à les établir en bonne et due forme. Nous avons présenté nos propositions comme un tout. Je pense que vous comprenez pourquoi nous avons agi ainsi. Le chemin que nous avons parcouru ici, en Islande, avec ces importants accords sur des réductions considérables des armes nucléaires, représente déjà pour nous une immense expérience, un acquis considérable.

Je pense qu'il nous appartient, à nous et au Président des Etats-Unis, de reconsidérer l'ensemble de la situation, telle qu'elle s'est créée ici en dernière analyse lors de notre rencontre, de reprendre les questions qui ont été examinées et de chercher à surmonter les obstacles qui nous séparent. Nous sommes déjà arrivés à une entente sur bon nombre de points et nous avons parcouru pas mal de chemin. Le Président a probablement besoin de consulter le Congrès, les milieux politiques et le public américain.

Que l'Amérique y réfléchisse. Nous attendrons, nous ne retirons pas les propositions que nous avons publiées; en fait, un accord à leur sujet est plus proche désormais. Ceci pour commencer.

Ensuite, je pense que toutes les forces réalistes du monde doivent maintenant agir. Tous les habitants de notre planète - du monde socialiste, du monde capitaliste, du monde en développement - ont maintenant l'occasion exceptionnelle d'oeuvrer enfin pour de bon à la cessation de la course aux armements, d'interdire les armements, de détruire les arsenaux et de détourner la menace nucléaire de

l'humanité. Tel était l'objet également de la proposition que nous avons soumise au Président - décidons, qu'aussitôt que la rencontre de Reykjavik sera terminée, nos représentants commencent des négociations sur l'interdiction des essais nucléaires. Et nous avons adopté une attitude flexible, nous avons dit que, pour nous, il s'agissait d'un processus au cours duquel il serait possible d'examiner aussi, à une étape donnée, peut-être même en priorité, la question des "seuils" de puissance des explosions nucléaires, celle du nombre annuel d'explosions nucléaires et la question de l'avenir des traités de 1974-1976; c'est ainsi que nous aborderions l'élaboration d'un accord complet sur l'interdiction totale et définitive des essais nucléaires.

Nous étions près de trouver une solution à cette question également. Au fait, nous avons dit, lors de la rencontre : nous n'exigeons pas de moratoire. C'est votre affaire. Vous répondrez devant votre Congrès et devant la population de votre décision de continuer les essais après l'ouverture des négociations ou de vous associer à notre moratoire. Ceci vous regarde. Mais entamons des négociations de grande envergure pour parvenir à un accord sur l'interdiction totale et définitive des essais nucléaires.

Il y a donc eu rapprochement sur ce point aussi. Mais lorsque la rupture s'est produite sur la question des missiles antibalistiques, toutes les discussions ont été arrêtées, les efforts ont été interrompus. Nous avons coupé court à notre rencontre.

Je pense que maintenant nous devons, les Américains et nous - et aussi l'opinion publique mondiale - réfléchir à la situation qui s'est créée en ce qui concerne la question principale, celle qui préoccupe les peuples de tous les pays, la question de la guerre et de la paix, de la menace nucléaire. Je ne pense pas qu'il soit excessif de dire que tout ce que nous avons proposé au Président répond aussi aux intérêts et du peuple américain et des peuples de tous les pays. Si quelqu'un pense autrement qu'il écoute vraiment ce que demandent le peuple américain, le peuple soviétique, tous les peuples.

En arrivant ici pour la rencontre j'ai dit que l'heure d'agir était arrivée. Effectivement, l'heure d'agir est là, il n'y a pas de temps à perdre. Nous agissons. Nous ne nous écarterons pas de notre poursuite de la paix, de notre lutte contre la course aux armements et pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires, pour que cette menace soit écartée de l'univers. Je suis convaincu que, dans cette lutte, nous ne sommes pas isolés.

Voilà ce que j'avais à vous dire maintenant, tout de suite après la rencontre. Sans doute que, si j'avais eu plus de temps pour réfléchir à tout ce qui s'est passé, j'aurais eu plus à dire. Mais je pense m'être fait entendre tout à fait clairement et nettement sur toutes les questions.

Au cours des entretiens avec le Président, nous avons aussi abordé bien d'autres questions. Nous avons parlé de questions humanitaires et là nous nous sommes heurtés à des problèmes concrets. Comme vous le savez probablement, il y a eu deux groupes d'experts. L'un d'eux était présidé de notre côté par le chef d'état-major Akhromeev, maréchal de l'Union soviétique, et du côté américain par Paul Nitze. Ils ont travaillé pratiquement toute la nuit.

Le groupe chargé des questions humanitaires était présidé de notre côté par le vice-ministre des affaires étrangères Bessmertnykh et du côté des Etats-Unis par le secrétaire d'Etat adjoint, Mme Ridgway.

Là aussi, il y a eu un échange de vues intéressant, et certains points d'accord qui se sont dégagés pourraient être incorporés à un document final. Or, comme l'essentiel s'est effondré, tout le processus s'est arrêté.

Vous voyez, dans l'ensemble la rencontre a été intéressante, importante, prometteuse. Mais pour l'instant, voilà comment elle s'est terminée.

Ne nous laissons pas aller au désespoir. Je pense que cette rencontre nous a amenés à un stade très important du fait qu'elle nous a permis de voir où nous en étions. Elle a montré qu'il était possible de s'entendre. J'en suis convaincu.

Je vous remercie de votre attention. Même après une déclaration aussi détaillée, avez-vous encore des questions? Allons-y. Nous ne bougerons pas d'ici jusqu'à l'aube.

Question (Télévision tchécoslovaque) : Vous avez dit, Mikhaïl Sergueevitch, qu'ici à Reykjavik, on avait laissé échapper une occasion historique. Quand pensez-vous qu'il pourrait s'en présenter une autre?

Réponse : Je donnerais volontiers une réponse optimiste. En effet, un travail considérable a déjà été accompli, aussi bien à la veille de la rencontre que lors de la rencontre même. Si nous passons encore une fois en revue la situation de façon réaliste, aussi bien aux Etats-Unis, à la Maison Blanche, qu'au sein du Gouvernement soviétique, si nous pesons tout soigneusement dans un esprit réaliste, conscients de nos responsabilités, la possibilité de résoudre ces questions n'est pas encore perdue.

Question (Télévision japonaise NHK) : Cela veut-il dire que le dialogue avec les Etats-Unis, avec le gouvernement Reagan, se poursuit? Ou pensez-vous qu'il ne reste qu'à de possibilités de dialogue productif avec Reagan?

Réponse : Je pense que, pour difficile qu'il soit, le dialogue est désormais plus indispensable que jamais.

Question (Pravda) : A votre avis, Mikhaïl Sergueevitch, pourquoi la partie américaine a-t-elle quand même choisi de faire échouer les négociations, prenant ainsi une décision aussi irresponsable, au mépris de l'opinion publique mondiale?

Réponse : A mon avis, l'Amérique doit encore se décider. Je pense qu'elle n'a pas encore pris position. Et c'est ce qui ressort aussi, à mon sentiment, de l'attitude du Président.

Question (Société australienne de radiodiffusion) : Vous avez dit que le président Reagan était prisonnier du complexe militaro-industriel. Est-ce à dire que les deux prochaines années ne donneront pas de résultats? Avez-vous l'espoir que le prochain Président des Etats-Unis ne sera pas prisonnier de ce complexe?

Réponse : Malgré tout ce que représente aujourd'hui le complexe militaro-industriel et malgré toute l'influence qu'il a actuellement aux Etats-Unis, ne surestimons pas ses possibilités. Le dernier mot appartient à la population dans tous les pays, y compris aux Etats-Unis.

Question (Radio-Télévision islandaise) : Après le résultat négatif de la rencontre, l'Union soviétique essaiera-t-elle d'opposer quelque chose au programme américain d'IDS et ne mettra-t-elle pas en marche à plein régime son programme d'armement spatial?

Réponse : Je pense que vous avez compris le sens de la position soviétique. Si nous sommes maintenant proches de l'étape où commence une réduction radicale des armes nucléaires - armes stratégiques aussi bien que missiles à moyenne portée - et nous avons déjà décidé avec les Américains de le faire avant 10 ans - nous sommes en droit d'exiger une garantie que rien d'inattendu, d'imprévu, ne se produira pendant cette période. Cela inclut aussi l'espace par exemple, le déploiement d'armes antibalistiques dans l'espace.

J'ai dit au Président - et j'entr'ouvre ainsi le voile sur nos échanges de vues - que l'IDS ne nous préoccupait pas sur le plan militaire. A mon avis, même en Amérique, plus personne ne croit qu'il soit possible de créer un tel système. De plus, si l'Amérique finit par choisir cette voie, notre réponse ne sera pas symétrique. C'est vrai, j'ai dit : Monsieur le Président, vous savez qu'on a déjà fait de moi votre compagnon de lutte en faveur de l'IDS. Comme il s'étonnait, je lui ai dit qu'en critiquant si vivement l'IDS, je lui apportais le meilleur argument à l'appui de sa thèse. Vous n'avez qu'à dire, ai-je fait remarquer, que puisque Gorbatchev est contre, cela signifie que c'est là une excellente initiative. Et vous recueillez applaudissements et crédits. Il y a bien sûr des cyniques et des sceptiques pour qui il pourrait s'agir d'un perfide dessein de Gorbatchev - ne pas se laisser entraîner dans la course aux armements mais causer la ruine de l'Amérique. Vous vous y retrouverez. En tout cas, l'IDS ne nous fait pas peur.

Ceci, je le dis avec conviction parce qu'il serait irresponsable de faire du bluff là-dessus. Il y aura une réponse à l'IDS, pas une réponse symétrique, mais une réponse. Et elle ne nous coûtera pas cher.

Mais en quoi l'IDS est-elle dangereuse? Tout d'abord, elle l'est sur le plan politique. Il se crée immédiatement une situation qui fait naître l'incertitude, qui suscite la méfiance mutuelle, les soupçons. Il n'est plus question dès lors de réduction des arsenaux nucléaires. En un mot, il faut une tout autre situation pour que nous nous lancions à fond dans la réduction des arsenaux nucléaires. Ensuite, il y a tout de même aussi un aspect militaire. L'IDS permet de déboucher sur de nouveaux types d'armements. Cela, nous pouvons le dire en toute certitude. On entrerait dans une phase entièrement nouvelle de la course aux armements, une phase aux conséquences imprévisibles.

Ce qui se passe, c'est que d'un côté nous décidons de commencer à réduire les arsenaux nucléaires - l'arme la plus dangereuse et la plus terrifiante aujourd'hui - et d'un autre côté nous devons approuver, et même autoriser dans l'espace, des recherches qui essentiellement ont pour but la mise au point de nouveaux armements. Ce n'est pas logique.

Question (Washington Post) : Vous venez d'avoir une nouvelle rencontre avec le président Reagan, après deux jours de négociations. Quelle impression avez-vous de lui en tant qu'homme politique? Pensez-vous qu'il partage votre sentiment de responsabilité pour le destin du monde?

Réponse : J'ai l'impression qu'avec M. Reagan nous pouvons poursuivre le dialogue et chercher à résoudre des problèmes importants, vitaux, y compris ceux dont je viens de parler.

Question (Télévision danoise) : A propos des résultats négatifs de cette consultation. Cela signifie-t-il qu'il n'y aura pas de progrès sur la question de l'interdiction des essais nucléaires et sur les autres questions qui ont été examinées hier et aujourd'hui? Cette question de l'interdiction des essais nucléaires est-elle liée aux autres questions qui ont été examinées au cours de ces entretiens?

Réponse : J'ai déjà répondu à cette question. Nous considérons que ce n'est pas la fin de nos contacts avec les Américains et avec le Président et encore moins de nos relations internationales. Les efforts continuent, ils continueront. Et je pense que ce qui s'est passé ici, en Islande, doit nous inciter encore plus vivement à prendre conscience de la nécessité de nous engager dans la lutte pour la normalisation de la situation internationale et dans la recherche d'issues aux diverses impasses qui nous préoccupent, y compris celles dont nous avons parlé ici à Reykjavik et en fait une de ces impasses est apparue ici aussi. Mais je suis optimiste.

Question (Télévision de la République démocratique allemande) : Vous avez dit que la rencontre n'a pas donné de résultats. Cela signifie-t-il qu'elle était inutile? Pensez-vous que la paix s'est raffermie après les rencontres de Reykjavik?

Réponse : Je pense que vous avez bien pesé votre question. J'ai toujours apprécié la rigueur dans la formulation et aussi dans la pensée chez nos amis allemands. Je pense qu'indépendamment du fait que nous avons terminé notre rencontre sans parvenir à un accord sur des questions pour lesquelles nous avons apparemment trouvé une approche, ce qui s'est passé à Reykjavik est regrettable et décevant. Mais je ne dirais pas que la rencontre a été stérile. Bien au contraire, elle marque tout de même une étape dans un dialogue complexe et difficile à la recherche de solutions. Car en somme, nous cherchons des solutions difficiles à des questions difficiles. C'est pourquoi, gardons-nous de semer la panique dans le monde. Mais il faut dire aussi que le monde doit savoir tout ce qui se passe pour ne pas avoir l'impression d'être cantonné dans le rôle de spectateur. L'heure est venue pour toutes les forces d'agir vigoureusement.

Question (Télévision américaine ABC) : Monsieur le Secrétaire général, je ne comprends pas pourquoi la partie soviétique n'a pas accepté la recherche sur l'IDS, alors que vous avez eu la possibilité de parvenir à un accord avec le président Reagan sur la réduction des armes nucléaires. Vous aviez pourtant dit à un moment donné, à Genève, que vous ne reculerez pas devant le prix à payer pour la réduction des arsenaux nucléaires. Et maintenant que vous aviez cette possibilité, vous l'avez laissée passer.

Réponse : Votre question contient déjà un élément de critique. C'est pourquoi j'y répondrai plus longuement.

En premier lieu, le Président des Etats-Unis est venu à Reykjavik les poches vides, les mains vides. La délégation américaine ne nous a apporté, dirais-je, que des résidus des entretiens de Genève. Ce n'est que grâce aux propositions de grande portée présentées par la partie soviétique que nous avons pu déboucher sur des accords très importants (qui n'ont pas pris forme, je précise) sur la réduction des armes stratégiques offensives et des missiles à moyenne portée. Il est normal, dans ces conditions, que nous estimions - je pense que l'homme politique, le militaire et l'homme de la rue le comprennent bien - que, si nous signions des accords de ce genre sur des réductions importantes des armes nucléaires, il fallait veiller à ce que rien ne vienne compromettre ce processus difficile vers lequel nous nous acheminons depuis des dizaines d'années. C'est alors que nous avons posé la question du renforcement du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM), que nous préconisons. La partie américaine, quant à elle, ne cesse de saper ce traité.

Elle a déjà remis en cause SALT-II et veut maintenant enterrer à Reykjavik le Traité ABM, et ce avec le concours de l'Union soviétique et le mien. Il n'en sera pas ainsi. Le monde entier ne nous comprendrait pas, j'en suis convaincu.

Toutes les personnes ici présentes penseront certainement que, si nous entreprenons d'attaquer aussi le Traité ABM - le dernier mécanisme en place, qui a tant contribué à limiter malgré tout la course aux armements - nous ne valons rien comme hommes politiques. Mais il ne suffit pas de maintenir les dispositions du Traité au moment où de grandes réductions commencent à être apportées aux armements nucléaires; nous estimons qu'il faut encore renforcer ce traité. Et nous avons proposé des modalités à cette fin : ne pas se prévaloir du droit de se retirer du Traité au cours des 10 années durant lesquelles nous réduirons et nous éliminerons totalement le potentiel nucléaire de nos pays.

En même temps, pour garantir que ni l'Union soviétique n'essayera de dépasser les Etats-Unis dans la recherche spatiale pour parvenir à la supériorité militaire ni les Etats-Unis n'essaieront de l'emporter sur l'Union soviétique, nous nous sommes déclarés en faveur de la recherche et des essais en laboratoire mais contre l'apparition dans l'espace, à partir de cette recherche et de ces essais, d'éléments de systèmes antimissiles basés dans l'espace. Voilà ce que nous revendiquons. Dans ce cas notre revendication était donc également constructive et tenait compte de la position des Etats-Unis. Si ceux-ci l'avaient acceptée, ils auraient eu la possibilité de résoudre leurs problèmes en poursuivant des travaux de recherche en laboratoire, sans tenter de créer un système spatial antimissiles. Je crois que ce raisonnement est d'une logique de fer, comme disent les enfants, et les enfants ont parfois des choses à nous apprendre.

Je donne maintenant la parole aux femmes.

Question (Guardian) : L'Union soviétique envisage-t-elle de nouvelles initiatives à l'égard de l'Europe occidentale après ce qui s'est passé à Reykjavik?

Réponse : Je pense que l'Europe occidentale écoute ce que je dis, et, si elle réfléchit et étudie attentivement nos propositions, elle constatera que ces propositions répondent à ses intérêts. Nous savons que nous ne pouvons rester indifférents aux intérêts de l'Europe occidentale, où germent des idées nouvelles et où l'on prend mieux conscience de la nécessité de préserver et de renforcer notre terre commune, l'Europe.

Question (Newsweek) : Quelles sont vos intentions en ce qui concerne une visite à Washington? Vous avez dit qu'il fallait auparavant parvenir à un ou deux accords. Ces accords peuvent-ils se réaliser avant que vous vous rendiez à Washington?

Réponse : Je pense qu'en dépit de tous les événements dramatiques d'aujourd'hui, loin de nous éloigner de Washington nous nous en sommes rapprochés. Et si le Président et le Gouvernement des Etats-Unis donnent suite à ma proposition de continuer à étudier tous les points dont nous nous sommes entretenus à Reykjavik et consultent les milieux avec lesquels ils jugent nécessaire de conférer, je pense que tout n'est pas encore perdu. Il est possible, sur la base de ce que nous avons accompli à Reykjavik, de parvenir à des accords qui rendraient réelle et faisable une rencontre à Washington, laquelle pourrait déboucher sur des résultats concrets.

Question (Télévision américaine, CNN) : Monsieur Gorbatchev, vous avez dit dans votre allocution que le président Reagan devrait réfléchir à la situation et consulter le Congrès et le peuple américains. Pensez-vous que l'opinion publique des Etats-Unis appuiera la démarche soviétique?

Réponse : L'avenir nous le dira.

Question (Rude Pravo) : Je voudrais vous poser une question en tant qu'homme politique et juriste. Que pensez-vous de la place des questions des droits de l'homme à l'ère des missiles et du nucléaire et quel rôle peut jouer le facteur humain lorsqu'il s'agit de résoudre la question de la guerre et de la paix?

Réponse : Vous êtes un philosophe. J'ai moi-même étudié jadis la philosophie et j'ai recommencé à m'y intéresser. Je pense que, lorsque nous parlons des droits de l'homme, nous devons nous souvenir qu'aujourd'hui la question du maintien de la paix et de la nécessité d'écarter de l'humanité la menace de la guerre constituent la première priorité. S'il y a la paix, il y aura la vie. Nous résoudrons les problèmes d'une façon ou d'une autre. Le nombre des personnes instruites ne cesse de croître dans le monde. Je crois que les êtres humains sauront se tirer de toutes les difficultés. C'est pourquoi, lorsque nous parlons des droits de l'homme, je donnerais la première place au droit à la vie. Voici pour le premier point.

Le deuxième point est le facteur humain. Je pense qu'à l'ère nucléaire (et je vois là précisément l'apparition d'une mentalité nouvelle), la menace d'une guerre nucléaire pose à nouveau la question du rôle que joue le facteur humain dans l'action pour la paix et pour la prévention de la guerre. En effet aujourd'hui une guerre touchera tous les êtres humains, où qu'elle éclate. Seuls les esprits malveillants voient Moscou derrière tous les mouvements pacifistes et tous ceux qui

œuvrent à la défense de la paix. Aujourd'hui les enfants, les hommes et les femmes de tous âges se lèvent, se donnent la main et exigent qu'il soit mis un terme à cette tendance dangereuse qui pousse le monde vers une guerre nucléaire. Je crois que le facteur humain joue un rôle beaucoup plus important dans ces conditions.

Question (Izvestia) : La Maison Blanche a répété à maintes reprises que ce sont les missiles intercontinentaux soviétiques qui présentent le plus grand danger pour les Etats-Unis. Or, nous avons proposé à Reykjavik d'éliminer en 10 ans ce danger principal pour les Etats-Unis. Pourquoi pensez-vous que l'autre partie n'était pas disposée à écarter de son pays ce danger principal?

Réponse : Vous avez entièrement raison de soulever cette question. Depuis de nombreuses années, les Etats-Unis l'invoquent pour faire croire que l'Union soviétique n'envisage pas sérieusement le désarmement et la cessation de la course aux armements, qu'elle ne tient pas compte des préoccupations des Etats-Unis, etc.

Comme vous le voyez, nous avons proposé des réductions radicales et nous avons posé la question en termes très nets. Il existe trois types d'armes stratégiques reconnus par l'Union soviétique et par les Etats-Unis. Nous avons proposé de réduire ces trois groupes de 50 p. 100 au cours des cinq premières années. C'est là un pas important.

En même temps, nous avons fait savoir aux Américains que nous étions préoccupés par le fait qu'aux Etats-Unis une grande partie des forces stratégiques est installée à bord de sous-marins. Il s'agit d'environ 700 missiles portant près de 6 000 vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées. Or, les sous-marins, on le sait, croisent dans les mers et les océans qui entourent l'Union soviétique. D'où frapperont-ils? Ils ne sont pas moins dangereux que les missiles lourds basés à terre.

En un mot, lorsqu'ils ne veulent pas résoudre une question, ils s'ingénient à trouver des problèmes et élèvent des obstacles artificiels. Mais ici ces obstacles ont été écartés. Voilà ce qui importe. En effet, nous avons fait un pas décisif en retirant les réserves que nous avions formulées au sujet des missiles à moyenne portée, qui revêtent une importance stratégique pour les Etats-Unis. Et nous avons fait abstraction des systèmes avancés pour résoudre la question des missiles stratégiques. Tout cela témoigne de notre bonne volonté. Cependant, les Américains ne sont pas venus à notre rencontre.

Ils pensent obtenir la supériorité militaire sur nous grâce à l'espace et réaliser l'idée d'un président qui a dit : Quiconque dominera l'espace dominera la terre. Cette attitude montre que nous sommes confrontés à des ambitions impérialistes.

Mais le monde n'est plus ce qu'il était. Il n'entend être et ne sera le patrimoine ni des Etats-Unis ni de l'Union soviétique. Chaque pays a le droit à un choix, à son idéologie, à ses valeurs. Si nous nous refusons à reconnaître ce fait, il ne saurait y avoir de relations internationales. Alors régneront le chaos et le droit du plus fort. Nous n'accepterons jamais un tel état de choses.

Les Etats-Unis doivent beaucoup regretter le bon vieux temps, lorsqu'ils étaient puissants et l'emportaient sur nous dans le domaine militaire car la guerre nous avait tous laissés affaiblis sur le plan économique.

Il faut croire que les Etats-Unis ont la nostalgie du passé. Mais nous devons souhaiter à nos partenaires américains de reconnaître la réalité d'aujourd'hui. Ce changement d'attitude leur est indispensable à eux aussi car, s'ils ne commencent pas à adopter la mentalité du monde contemporain et à tenir compte des réalités de l'heure, nous n'avancerons pas dans la recherche de solutions valables.

Question (Télévision bulgare) : Si j'ai bien compris, les entretiens de Genève ne seront pas interrompus et les dirigeants soviétiques comptent donner pour instructions à la délégation soviétique de chercher une solution aux questions encore en suspens.

Réponse : C'est exact.

Question : Pensez-vous que la délégation des Etats-Unis recevra les mêmes instructions après Reykjavik?

Réponse : Nous l'espérons.

Question (Agence de presse CTK) : Quelle influence aura, selon vous, l'issue de la rencontre de Reykjavik sur le processus paneuropéen?

Réponse : Je pense que les hommes politiques comme les peuples d'Europe se montreront à la hauteur de la situation en ce moment crucial. Notre époque exige des actes et non pas seulement des discours grandiloquents non suivis de mesures concrètes. Le monde est las, il est excédé par les verbiages creux et demande des progrès réels dans le domaine du désarmement et de l'élimination des armes nucléaires. Je pense que cette tendance va prendre de l'ampleur. Je compte en particulier sur la sagesse et le sens des responsabilités des hommes politiques et des peuples d'Europe.

Question (Télévision américaine, NBC) : Si je comprends bien, vous adressez directement un appel aux autres membres de la communauté internationale pour qu'ils constituent une sorte de lobby afin d'influer sur les Etats-Unis et les amener à changer d'avis?

Réponse : Nous savons combien le système des lobbies est répandu chez vous et comment se déroule le processus politique aux Etats-Unis. C'est peut-être ce qui explique que votre Président ait eu des difficultés à prendre une décision lors de cette rencontre. Mais lorsqu'il s'agit de raffermir la paix, de prendre des mesures concrètes à cette fin, de conjuguer les efforts - cela concerne tout un chacun et non pas seulement les Etats-Unis et l'Union soviétique - je pense qu'il faut parler non pas de lobby mais de sens des responsabilités, de bon sens des peuples, de prise de conscience, du bien précieux que représente la paix que nous connaissons aujourd'hui et de la nécessité de la préserver. Il est donc insultant d'accuser les personnes ou les mouvements qui militent pour la paix de constituer des lobbies en faveur de l'Union soviétique. En fait ces personnes défendent leur position politique et civique.

Question (Morgunbladid, journal islandais) : Je publie un journal en Islande. N'avez-vous pas éprouvé de difficulté à décider de venir à Reykjavik? En effet l'Islande est membre de l'OTAN. En même temps, comme on le sait, notre Gouvernement a proposé que le Nord soit déclaré zone exempte d'armes nucléaires et j'aimerais connaître votre position en la matière.

Réponse : Je voudrais achever la conférence de presse sur ce thème et c'est avec plaisir que je saisis l'occasion que m'offre la question posée par le représentant de la presse islandaise. Je voudrais rappeler que c'est l'Union soviétique qui a proposé l'Islande comme lieu de réunion éventuel. C'est pourquoi nous n'avons eu aucune difficulté à ce propos.

Je tiens à remercier le Gouvernement et le peuple islandais d'avoir mis en oeuvre tous les moyens dont ils disposaient - sur le plan humain et matériel et sur le plan de l'organisation - pour résoudre toutes les questions que posait la préparation de cette rencontre. Nous leur en sommes reconnaissants et nous nous sommes sentis ici parfaitement à notre aise. J'ai beaucoup appris de Raïssa Maximovna, qui a rencontré de nombreuses personnes en Islande. Toutes les entrevues qu'elle a eues ont été des plus intéressantes. Nous avons vivement apprécié l'atmosphère amicale qui régnait et le grand intérêt porté à notre pays. Nous sommes reconnaissants à l'Islande et au Gouvernement islandais pour tout ce qu'ils ont fait. Nous présentons à votre peuple tous nos vœux de prospérité.

Pour ce qui est de la dernière partie de votre question, qui portait sur le désir de votre Gouvernement de voir le Nord déclaré zone exempte d'armes nucléaires, nous applaudissons à cette idée.

Chers amis, je vous remercie. Je pense que le temps que nous avons passé ensemble a été utile. Je vous souhaite bonne chance. Au revoir.

